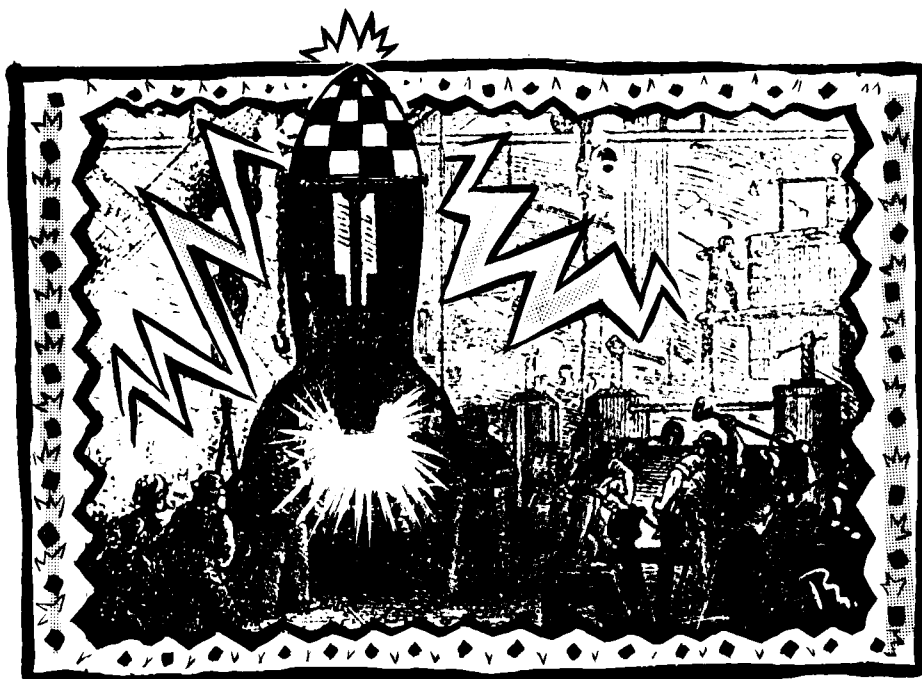


YUGOSLAVIE

Modernisation et autogestion



LE socialisme autogestionnaire est-il un système social capable de digérer les changements technologiques, dans une perspective différente de la rationalité capitaliste que nous connaissons trop bien ? C'est une des questions qui a été à la base d'un séminaire sur « Les systèmes technologiques et l'autogestion », tenu à Zagreb et Dubrovnik du 9 au 21 avril 1984 (1). Tout comme les autres participants, je n'ai pas de réponse complète ni fiable à cette question : je livre ici quelques impressions et enseignements que je tire d'un itinéraire difficile à travers les défis que la modernisation technologique pose à l'expérience autogestionnaire yougoslave.

« *Un processus social vivant* », cette expression a été utilisée par plusieurs de nos interlocuteurs yougoslaves pour caractériser la réalité complexe de l'autogestion. Car vingt ans après la réforme économique de 1965, organisant le « marché socialiste » et régissant les conseils ouvriers, l'autogestion est toujours en train de se chercher. Elle a connu diverses modifications structurelles, quasiment à chaque décennie. La première loi consacrant l'autogestion ouvrière des entreprises date de 1950 ; avec la décentralisation politique, elle devait contribuer à élargir le consensus populaire autour des nouvelles options de Tito, après la rupture avec Staline. La Yougoslavie était alors un pays relativement pauvre, peu développé et dont 75 % de la main-d'œuvre travaillait dans la petite agriculture auto-subsistante ; la première vague d'industrialisation s'est encore effectuée dans la tradition stalinienne, c'est-à-dire de manière centralisée et en essayant de couvrir tout l'éventail de la production.

C'est en 1965 que les dirigeants entreprennent une réforme économique fondamentale. Les deux piliers de cette réforme sont d'une part l'élargis-

sement des compétences des conseils ouvriers, qui se voient confier la gestion des entreprises devenues autonomes, et d'autre part, l'instauration d'un mécanisme de régulation de cette autonomie à travers le marché. La promotion du marché comme régulateur d'une économie socialiste est apparue dès le départ comme une idée paradoxale, sinon hérétique ; cette idée remet en effet en question la tradition de l'économie planifiée comme forme unique de socialisme. Cependant, le conflit entre planification et marché est loin d'être résolu, et il se trouve au cœur de la crise grave que traverse la Yougoslavie.

L'AUTOGESTION EN BUTTE A LA TECHNO-BUREAUCRATIE AUX NIVEAUX HIERARCHIQUES ET A L'EXTENSION DU MARCHE, SURVIVRA-T-ELLE A LA MODERNISATION ?

Aujourd'hui, on peut dire que l'autogestion fait partie des meubles ; mais à côté de beaux meubles, il y en a d'autres qui sont trompe-l'œil, ou poussiéreux, ou même délabrés. C'est le revers de l'autonomie : l'autogestion présente des facettes très contrastées.

Une des tares les plus lourdes est l'avènement d'une « techno-bureaucratie ». Dans de nombreuses unités de production, la direction et les cadres techniques tiennent en main tous les leviers de la décision, et le conseil ouvrier se réduit à un organe consultatif, au sein duquel les parties en pré-

sence se ménagent leur sphère d'influence ; ceci entraîne un certain conservatisme économique et social : les technocrates sont peu enclins à innover, et les travailleurs préfèrent protéger leurs acquis plutôt que développer de nouvelles solidarités avec d'autres unités de production.

Un autre problème est l'absence de critère d'évaluation de la rentabilité des entreprises autogérées : refusant à la fois la rentabilité capitaliste, basée sur le profit, et l'« efficacité » socialiste classique, fondée sur les normes de planification — et l'on connaît en Yougoslavie les conséquences désastreuses de l'une et de l'autre — le système engendre ça et là des faillites virtuelles, des investissements redondants ou obsolescents, des usines fermées faute d'énergie ou de matières premières.

Les sociologues yougoslaves que nous avons rencontrés identifient deux causes principales aux dysfonctionnements de l'autogestion. Il y a d'abord les défauts d'information et de formation au sein des conseils ouvriers ; tout le monde le reconnaît, y compris la ligue des communistes, et cela fait partie du débat politique. Nous avons visité à Zagreb, l'Université Ouvrière et Populaire, dont une des fonctions est l'éducation à l'autogestion. Cette Université organise des sessions de formation pour les membres des conseils ouvriers, et poursuit des recherches en communication sociale pour fournir aux travailleurs des méthodes et des techniques simples pour comprendre, résumer et diffuser l'information. Cela suffit-il pour combattre la bureaucratisation ? Sans doute pas, si le second motif de dysfonctionnement est la présence d'une hiérarchie dans les unités de production. L'autogestion ne peut pas se réaliser pleinement tant qu'il subsiste de nombreux niveaux hiérarchiques, assortis de relations autoritaires : aussi, tous nos inter-

locuteurs considèrent-ils l'automatisation comme une évolution socialement positive, dans la mesure où elle supprime la dépendance hiérarchique entre ouvriers et renforce leur égalité de situation dans le travail.

« *L'autogestion est un système de participation aux décisions un peu meilleur et plus efficace que ce qu'il y a de mieux en Europe occidentale, en l'occurrence la concertation syndicale dans les pays nordiques* » ; cette appréciation, à première vue assez curieuse, nous a été donnée par un « intellectuel de gauche » ; elle est positive et nuancée, mais il n'y est pas question de socialisme : la comparaison porte sur des pays de système politique et économique assez différent.

Ce n'est pas seulement chez certains intellectuels, mais aussi parmi les dirigeants politiques, qu'il existe une tendance à accepter un compromis entre l'autogestion et le marché capitaliste. Les pressions des pays occidentaux sur la Yougoslavie sont actuellement énormes ; la dette extérieure yougoslave dépasse 14 milliards de dollars, et le Fonds Monétaire International (FMI) impose un plus grand libéralisme économique pour continuer ses prêts : suspension du système de contrôle des prix, ouverture aux investissements occidentaux.

Bien qu'elle fasse partie du patrimoine social, l'autogestion pourra-t-elle survivre à l'intrusion du capital international ? Dans quelle mesure le système autogestionnaire lui-même peut-il être rendu responsable de la crise actuelle ?

Jusqu'ici on a surtout abordé l'aspect micro-économique de l'autogestion à travers le rôle des conseils ouvriers dans les unités de production. Mais ceci n'est qu'un des trois piliers du socialisme yougoslave. Les deux autres sont l'exercice de la propriété collective (dite « propriété sociale ») par les associations autogérées, et le régime de « travail associé », qui règle les relations entre unités de production, petits producteurs privés et communautés de citoyens, notamment à travers les accords de marché passés entre ces divers partenaires. Or, le travail associé et la propriété sociale sont tous deux affectés par les formes d'innovation technique qui se diffusent en Yougoslavie.

Dans ce régime de travail associé, il n'y a pas de planification centralisée. La régulation des accords de marché peut se faire au niveau de chaque République — rappelons que la Yougoslavie est une fédération de six républiques (Slovénie, Croatie, Serbie, Macédoine, Monténégro, Bosnie-Herzégovine) et de deux provinces autonomes (Voïvodine et Kosovo). Cette décentralisation des accords de marché entraîne trois types de problèmes. D'abord certaines unités de produc-

tion préfèrent passer des accords avec l'étranger plutôt qu'avec des entreprises d'autres républiques : l'exportation passe avant le marché intérieur ; il s'ensuit une course à la compétitivité parmi les industries exportatrices ; et le mécanisme de la dépendance s'enclenche : il faut faire des innovations de produits, donc importer des technologies et les payer en devises ; pour obtenir ces devises, il faut exporter, et la spirale continue ; c'est une des raisons de l'endettement du pays.

Un second type de problème provient de l'absence de planification nationale des gros investissements, notamment dans la production d'énergie et dans les industries de transformation. Chaque république cherche à avoir sa raffinerie de pétrole, ses installations hydro-électriques, voire sa centrale nucléaire : la politique énergétique est assez anarchique, et est source

LA PROPRIÉTÉ SOCIALE COINCÉE ENTRE LES PETITES ENTREPRISES ET LES MULTINATIONALES

de dépendance à la fois technologique et financière ; en effet, à la lourdeur de la facture pétrolière s'ajoute le coût des centrales et des raffineries, partiellement achetées à l'étranger. On nous a également cité le cas de plusieurs usines d'aluminium qui étaient à l'arrêt ou au ralenti, non seulement faute d'électricité, mais aussi à cause de leur surcapacité par rapport aux ressources naturelles locales en bauxite.

Enfin, il y a encore le problème de la solidarité entre républiques plus riches (Slovénie, Croatie) et plus pauvres (Monténégro, Macédoine, Kosovo) ; le PNB par habitant en Slovénie est comparable à celui de l'Irlande ou de la Tchécoslovaquie ; au Kosovo, il est de l'ordre de grandeur de celui du Maroc ou de l'Égypte. Il existe une sorte de « cotisation de solidarité » des régions riches vers les régions pauvres ; celles-ci utilisent cependant les fonds d'investissement de manière très inégale. On nous a cité en exemple le cas de la Macédoine, qui a parié sur un développement davantage autocentré, et qui a réussi à la fois à élever le niveau de vie, à juguler l'exode rural et à réduire les inégalités sociales ; par contre, dans le Kosovo voisin, les investissements sont trois fois moins rentables, et les inégalités sociales subsistent. D'une manière générale, on peut dire que les inégalités régionales sont plus accentuées que les inégalités sociales ; l'écart salarial entre un ouvrier croate et un ouvrier monténégrin

serait plus grand qu'entre un ouvrier et un ingénieur dans chacune de ces régions !

Le « marché socialiste » est en crise : crise du marché certes, mais aussi crise du socialisme, particulièrement dans un domaine crucial et symbolique, celui de la propriété des moyens de production. La propriété sociale n'est pas une propriété d'État comme à l'Est : c'est une propriété collective, gérée par les conseils ouvriers dans les unités de production, par les commissions de citoyens dans les municipalités, ou par un organe hybride association de travailleurs et autorités locales dans les entreprises de services (hôpitaux, écoles, universités, banques, etc.)

Ce système de propriété sociale est aujourd'hui tiraillé de deux côtés à la fois. Il y a d'un côté un regain d'intérêt pour la petite entreprise privée ; le secteur privé est traditionnellement important dans l'agriculture, sous la forme d'exploitations familiales ; les agriculteurs y sont incités à conclure des accords de travail associé avec les industries agro-alimentaires et avec le secteur de la distribution. Dans les régions rurales et dans les petites villes, exploitation agricole et travail salarié constituent souvent des revenus complémentaires : aujourd'hui, un tiers de la main-d'œuvre ouvrière yougoslave est encore en même temps paysanne. L'extension du secteur privé touche maintenant des secteurs tels que la construction, les transports routiers, le tourisme, l'imprimerie, la réparation. Les dirigeants du pays ne voient pas cela d'un mauvais œil, car pour certains travaux la petite entreprise est jugée plus efficace ; la taille des entreprises privées est de toute façon limitée : elles ne peuvent pas employer plus de 5 personnes. Les communistes yougoslaves ne font pas religion de la thèse classique selon laquelle la petite propriété privée conduit nécessairement à la restauration du capitalisme : selon les propres termes d'un économiste de l'Université de Zagreb, « *la rigidité idéologique devra céder devant l'évidence des faits* ».

Le second danger qui guette le système de propriété sociale est sans doute plus grave : c'est l'intrusion des multinationales. Ni l'État central, ni les Républiques fédérées, ni les usines autogérées ne semblent avoir de stratégie très claire à ce sujet. Les Yougoslaves sont demandeurs de transferts de technologies ; les multinationales sont à la recherche de main-d'œuvre qualifiée bon marché ; elles entrevoient aussi de nouveaux débouchés. La Yougoslavie impose deux conditions aux multinationales qui concluent des « joints ventures » avec des unités de production autogérées : elles doivent respecter le système autogestionnaire, c'est-à-dire être gérées par un conseil ouvrier, et leur prise de capital doit

rester inférieure à 50 %. Ces deux conditions sont loin d'être suffisantes pour un développement harmonieux et contrôlé. Un conseil ouvrier peut se trouver tout à fait démuni lorsqu'une multinationale se retire d'un « joint venture » et replie ses bagages : cela s'est passé en 1983 avec une raffinerie de pétrole de l'île de Krk (Croatie). D'une manière générale, les accords d'association avec les multinationales sont critiqués parce qu'ils sont le fruit de négociations qui passent outre au système de démocratie économique ou politique : le secteur des banques et du crédit, dans lequel la « techno-bureaucratie » semble bien installée, règne en maître sur les tractations concernant les investissements internationaux.

Il y a donc un certain divorce entre le relatif succès du système autogestionnaire en matière de démocratisation des entreprises et de la vie sociale, et son inadaptation structurelle à la confrontation avec les contraintes financières internationales. Nous allons retrouver cette double réalité à propos de la technologie.

Les intellectuels yougoslaves que nous avons rencontrés sont assez unanimes à propos de l'automatisation : bien plus qu'un facteur d'amélioration de la productivité, celle-ci est d'abord un moyen de réduire les niveaux hiérarchiques et d'uniformiser les situations de travail. La parcellisation des tâches, héritée des méthodes tayloriennes et fordiennes, est un obstacle à l'accomplissement de l'autogestion dans la mesure où elle engendre une profonde insatisfaction dans le travail et une redistribution inégale du pouvoir entre les travailleurs : tel est le résultat de plusieurs enquêtes menées par des universitaires de Zagreb, avec des grilles d'analyse curieusement empruntées à la sociologie occidentale la plus empirique. L'automatisation est censée recomposer les tâches parcellisées sur les machines classiques, et offrir ainsi à la fois une meilleure qualification et une maîtrise collective des travailleurs sur la technologie. On retrouve ici une analyse proche du marxisme classique, mais avec des nuances significatives : par exemple R. Supek, un théoricien de l'autogestion assez connu, avance l'idée que les formes d'organisation du travail les mieux appropriées au socialisme yougoslave seraient d'une part la production fortement automatisée au sein des grands systèmes, d'autre part un retour vers un mode de production de type artisanal dans les unités de taille moyenne. Nous retrouvons ici le thème de la « société duale » qui fait partie du débat politique actuel en Yougoslavie.

Mais quel contenu les Yougoslaves donnent-ils au terme « automatisation » ? Nous nous sommes vite aperçus que si, chez nous, automatisation rime d'abord avec rationalisation, là-

bas par contre, la priorité est donnée à des investissements d'optimisation ou d'expansion ; systèmes de régulation, contrôle de qualité, machines-outils, etc. Les secteurs industriels les plus automatisés sont ceux qui travaillent pour l'exportation (compétitivité oblige !), ainsi que les industries de transformation (énergie, chimie, métaux). L'introduction des nouvelles technologies se fait « en douceur », dans tous les sens du terme : à la fois lentement, et prudemment.

A Zagreb, nos visites nous ont révélé l'un ou l'autre indice du degré d'acceptation sociale de l'innovation technologique. L'usine ATM qui fabrique des automatismes de régulation pour la chimie et l'énergie, travaille en collaboration étroite avec Siemens : ATM utilise certains procédés Siemens, et Siemens fait fabriquer des appareils

LA MODERNISATION TECHNOLOGIQUE PEUT-ELLE ETRE DECIDEE PAR LES TRAVAILLEURS ET REALISEE A LEUR PROFIT ?

par ATM. Au sein de l'unité d'ingénierie, il y a un service de développement qui est chargé de suivre l'évolution de la technique dans les pays les plus avancés, et de faire à une « commission du progrès scientifique » des propositions en matière d'investissement. Ce n'est qu'au terme de la démarche que les projets arrivent au conseil ouvrier : celui-ci les approuve dès qu'ils rentrent dans le cadre prévu pour la répartition des ressources entre salaires et investissements. Le conseil ouvrier ne discute donc pas du détail ni des modalités de l'introduction de nouvelles technologies : cela ressort de la responsabilité qu'il délègue au directeur. Nous avons demandé à des membres du conseil ouvrier ce qu'il adviendrait en cas d'introduction d'une technologie qui supprimerait des emplois, par une robotisation du montage : il nous a été répondu qu'il n'y avait pas de raison d'introduire une innovation qui supprimerait de l'emploi et que si cela devait arriver le conseil ouvrier devrait faire jouer la solidarité entre les ateliers. Réponse prudente : le spectre des rationalisations, brandi par le FMI ferait-il déjà peur ?

Quand on visite les ateliers d'ATM, on se rend compte que ni la structure des qualifications, ni l'organisation du travail ne se prêtent à une automatisation brutale. Là où nous aurions trouvé, dans une entreprise semblable en Belgique, un alignement militaire d'ouvrières « coupe-couture » occupées à

répéter la même soudure sur une rame de circuits électroniques, nous avons vu plusieurs petits ateliers où les technicien(ne)s effectuent eux-mêmes le montage et le teste de chaque circuit imprimé ; le style de travail était plutôt de type coopératif, tout en utilisant des appareils tout à fait modernes. Il serait dangereux de bâtir un discours général sur la base de cette usine : pour mieux juger de l'impact des transferts de technologie sur l'organisation du travail, il aurait été utile de jeter un coup d'œil sur des industries de grande série plus typiques, par exemple sur le montage des Zastava, les Fiat yougoslaves. Mais ATM est loin d'être une exception : c'est une bonne illustration du compromis avec lequel les Yougoslaves traitent l'innovation technique.

La technologie coûte cher, surtout lorsqu'il faut la payer en dollars. Une certaine rationalité économique recommanderait alors que le capital disponible soit investi parcimonieusement et judicieusement. Or, ce n'est visiblement pas la règle générale : le secteur financier est souvent désigné comme coupable, au moins comme bouc-émissaire. On reproche pêle-mêle aux banques d'avoir trop investi dans le tourisme et l'immobilier, et pas assez dans la modernisation industrielle, de conclure trop d'accords avec le capital étranger, de constituer un pouvoir incontrôlable, et même de laisser s'échapper l'argent de la collectivité.

La Yougoslavie est confrontée aujourd'hui à un choix parmi les logiques de développement. Ou bien elle s'engage dans la voie d'un développement mieux auto-centré, de manière à réduire à la fois sa dépendance et sa dette ; cette option entraînera la nécessité de mieux valoriser les atouts locaux à travers une planification plus contraignante que les actuels « accords autogestionnaires » ; il faudra aussi mieux exploiter le potentiel d'innovation et de recherche. Ou bien, elle préfère une économie plus ouverte, en espérant arrêter la spirale de l'inflation et de l'endettement ; elle devra alors promouvoir des modalités de coopération avec le capital transnational, sans que l'originalité de son système social n'en soit trop dénaturée. Les deux chemins sont étroits et glissants, et dans les deux cas le défi de la modernisation reste avant tout le défi des moyens de réaliser celle-ci, et du contrôle politique que les travailleurs yougoslaves peuvent exercer sur les choix technologiques.

Gérard Valenduc

1) Ce séminaire était organisé par le Centre Universitaire d'études postgraduées de Dubrovnik, sous la direction conjointe de V. Muljevic (Zagreb), P. Kemp (Copenhague) et G. Thill (Namur).